



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**

Distr.  
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/39/25  
5 mars 2003



FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Trente-neuvième réunion  
Montréal, 2-4 avril 2003

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA BANQUE MONDIALE POUR L'ANNÉE 2003**

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Dans son Programme de travail pour l'année 2003, la Banque mondiale demande demandé au Comité exécutif d'approuver une somme de 417 710 \$ US pour le renforcement des institutions et la préparation de projet, ainsi qu'une somme de 31 328 \$US pour les coûts d'appui des agences.
2. Les activités proposées dans le Programme de travail de la Banque mondiale pour l'année 2003 sont présentées au Tableau 1 ci-dessous :

**Tableau 1 : Programme de travail de la Banque mondiale pour l'année 2003**

Pays	Activité/Projet	Montant requis (\$ US)	Montant recommandé (\$ US)
<b>ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE</b>			
<b>I. Préparation de projet</b>			
Antigua-et-Barbuda	Préparer un plan national d'élimination des CFC qui portera principalement sur la consommation de CFC dans le secteur des services.	15 000	15 000
Argentine	Préparer un projet d'investissement dans l'industrie du remplissage d'aérosol.	10 000	10 000
Chili	Préparer un plan d'élimination des halons.	40 000	40 000
Philippines	Préparer un plan d'élimination du bromure de méthyle.	50 000	50 000
Vietnam	Élaborer un plan national d'élimination des CFC pour présentation en 2004. Cette activité portera sur l'élimination des CFC surtout dans le secteur des services, et sur l'emploi des CFC qui restent dans le secteur de la fabrication.	60 000	60 000
Total partiel pour la préparation de projet		175 000	175 000
<b>II. Renouvellement du projet de renforcement des institutions *:</b>			
		<b>Tonnes PAO</b>	
Tunisie	Renouvellement du projet de renforcement des institutions : phase 3	20,22	242 667
Total partiel pour le projet de renforcement des institutions		242 710	242 667
Total partiel		417 710	417 667
Coûts d'appui des agences (7,5 pour cent)		31 328	31 325
Total		449 038	448 992

\* Calculé en fonction de la Décision 35/57 paragraphe 112 a) et convenu avec la Banque mondiale.

### ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE

#### I. Préparation de projet

3. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale de toutes les activités de préparation de projet indiquées au Tableau 1, au niveau de financement indiqué.

## II. Renouveaulement du projet de renforcement des institutions

Tunisie : Renouveaulement du renforcement des institutions : phase 3 (242 667 \$US)

### Description du projet

4. La description du projet de renforcement des institutions pour la Tunisie est présentée à l'Annexe I du présent document.

### Recommandation du Secrétariat du Fonds

5. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale des projets ci-dessus, au niveau de financement indiqué au Tableau 1. Le Comité exécutif peut aussi vouloir présenter des observations supplémentaires au gouvernement de la Tunisie :

Le Comité exécutif a examiné les données présentées dans le projet de renforcement des institutions de la Tunisie et prend note avec appréciation que la Tunisie a indiqué au Secrétariat de l'ozone que sa consommation de CFC en 2001 était inférieure à sa consommation moyenne en 1995-1997, et que la Tunisie semble être capable de se conformer aux échéances en matière de consommation de CFC. Le Comité exécutif prend aussi note que la Tunisie a pris des mesures importantes pour éliminer sa consommation de SAO au cours de la période couverte par la phase de son projet de renforcement des institutions. Plus particulièrement, la Tunisie indique dans sa présentation qu'elle a pris diverses mesures, notamment la rédaction d'une loi visant à faire appliquer les dispositions du Protocole de Montréal et l'organisation d'activités de sensibilisation du public et de collecte de données sur la consommation de SAO, afin de respecter les obligations de présentation de rapport du pays et de surveiller et promouvoir le programme d'élimination des SAO du pays. Ces activités et d'autres activités mentionnées sont encourageantes, et le Comité exécutif apprécie les efforts de la Tunisie visant à réduire la consommation de CFC. Le Comité exécutif a dit s'attendre à ce que, au cours des deux prochaines années, la Tunisie continue de mettre en oeuvre le Protocole de Montréal, de superviser la mise en oeuvre de projets d'investissement, d'organiser des activités de sensibilisation et de soutenir et d'accroître les niveaux actuels de réduction des CFC.



**Annexe I****PROPOSITION DE PROJET DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS****Tunisie : Renouvellement du renforcement des institutions**

<b>Résumé du projet et profil de pays</b>	
Agence d'exécution	PNUE
Montant initialement approuvé :	
Phase I : Octobre 1992 (\$ US)	280 000
Phase II : Juillet 1998 (\$ US)	186 700
Montant demandé pour renouvellement (\$ US):	242 710
Montant recommandé pour approbation (\$ US)	242 667
Coûts d'appui d'agences (\$ US)	18 200
Date	Mai 1996
Consommation de SAO indiquée dans le programme de pays (1994) (tonnes PAO)	526,4
Plus récente consommation de SAO indiquée (2001) (tonnes PAO)	570,0
Période de référence (1995-1997) (tonnes PAO de CFC)	870,1
Montant approuvé (\$ US)	7 616 098
Montant décaissé (jusqu'en novembre 2002) (\$ US):	5 795 174
SAO à éliminer (tonnes PAO)	275,2
SAO éliminées (jusqu'en novembre 2002) (tonnes PAO)	722,9

## 1. Le Comité exécutif a approuvé et financé les activités suivantes :

		\$ US
a)	Préparation du programme de pays	191 563
b)	Préparation de projet	479 957
c)	Assistance technique	480 005
d)	Démonstration	340 955
e)	Projets d'investissement	5 632 647
	Total	7 125 127

**Rapport périodique**

2. Les activités entreprises pour la mise en oeuvre de la seconde phase du projet de renforcement des institutions ont été : la supervision continue des projets en cours (gestion) par l'UNO, le suivi des nouvelles activités approuvées par le Comité exécutif, et la préparation de nouveaux projets (identification). Les autres activités comprenaient notamment la préparation d'un cadre de réglementation permettant de mieux contrôler l'importation et l'utilisation des CFC, la poursuite des programmes de formation axés sur les pratiques d'entretien et les nouvelles techniques à mettre en oeuvre avec les projets en cours ainsi que des activités de sensibilisation du public.

3. Le directeur de l'OPIU est le chef de l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE/OPIU), qui est le bureau national de l'ozone de la Tunisie et qui représente le pays aux réunions du Comité exécutif, les Parties au Protocole de Montréal, le groupe de travail à composition non limitée et le Comité chargé de l'application.

L'UNO échange et coordonne les informations avec les douanes, le Ministère de l'Industrie, et d'autres ministères pertinents du gouvernement de la Tunisie. L'UNO passe en revue et rédige les versions préliminaires des projets pour toutes les lois et décisions en rapport avec l'emploi et l'importation de SAO, prépare les décisions à prendre en matière d'importation et d'utilisation des SAO, s'assure que les données et les études sur l'utilisation des SAO sont exactes, et participe aux réunions régionales des réseaux.

Plan d'action

4. En raison du renouvellement du projet de renforcement des institutions, la Tunisie a prévu sensibiliser encore davantage le public, former des techniciens dans divers secteurs et bureaux de douanes, et achever l'élimination des SAO à temps pour respecter les obligations de la Tunisie envers le Protocole de Montréal.

-----

# 2003 WORK PROGRAM

PRESENTED TO THE 39th MEETING  
OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

BANK-IMPLEMENTED  
MONTREAL PROTOCOL OPERATIONS

February 26, 2003

## **WORK PROGRAM FOR THE WORLD BANK-IMPLEMENTED MONTREAL PROTOCOL OPERATIONS**

1. This proposed work program for Bank-Implemented Montreal Protocol Operations is prepared on the basis of the World Bank 2003 Business Plan. The 2003 Business Plan of the World Bank is prepared on the basis of the discussion of the Executive Committee, at its 38<sup>th</sup> Meeting in Rome, Italy, in November 2002, in relation to the 2003 – 2005 phase-out plan for the Multilateral Fund.
2. The 2003 Business Plan of the World Bank will be submitted at the 39<sup>th</sup> Meeting of the ExCom in April 2003. The proposed plan consisted of investment and non-investment activities to assist Article 5 countries to adhere to the freeze obligation, and 50% and 85% reduction targets. To achieve such objectives, the proposed 2003 Business Plan of the World Bank includes subsequent phases of sector plans and national plans to ensure continuing support of the Multilateral Fund to assist those countries where their sector/national plans have already been approved by the ExCom, and new activities including individual projects and additional sector/national plans.
3. Resource requirements for the proposed 2003 Business Plan will be allocated for supporting the on-going multi-year plans (sector/national plans). The total requirement for these approved activities amounts to US\$ 70.12 million. There is an additional funding requirement of US\$ 23.48 million for new investment activities, sector plans, and national plans. In addition, the proposed 2003 Business Plan also include renewals of the existing institutional strengthening projects for US\$ 1.25 million and US\$ 449,038 for new project preparation activities.
5. The 2003 Work Program for the Bank includes preparation and delivery of projects in the consumption and production sectors. New project preparation activities are included for Antigua and Barbuda, Argentina, the Philippines, and Vietnam. These resources will be used for preparation of national CFC phase-out plans for Antigua and Barbuda, and Vietnam. These two activities will form part of the World Bank's 2004 deliverables. Similarly, project preparation funds for the Philippines will be allocated for preparation of a methyl bromide sector plan or projects for submission in 2004. New project preparation funds for Argentina are required to assist the country to develop additional investment activities in the aerosol sectors. Based on the analysis carried out by the Secretariat, these are countries where additional assistance from the Multilateral Fund is required in order to meet 50% and 85% reduction targets. Project preparation funds for Oman will be used for preparing a national halon bank project.
6. In addition to the above new project preparation activities, the 2003 Work Program deliverables include the 2003 annual work programs for the CFC production closure projects in Argentina, China and India and the 2004 annual work program for the China Halon sector approach. The Bank and the Government of India also propose to include a comprehensive sector plan for CTC phase-out in both the production and consumption sectors during the 2003 business plan period. Project preparation funds for these activities have already been approved for India. The project preparation request to



support development of a CFC production closure project for Venezuela will be submitted for the consideration of the ExCom when the required technical audit is completed.

7. Based on the request of the Government of Brazil, the World Bank 2003 Work Program includes delivery of a CTC phase-out plan, which will cover the consumption of CTC in process agent and solvent applications. For Indonesia, two new sector plans for the aerosol and foam sectors will also be submitted for the ExCom's consideration during the 2003 business plan period. The Bank also proposes to include a methyl bromide phase-out plan for Thailand in its 2003 Business Plan. This activity will assist Thailand to comply with its 20% consumption reduction target in 2005.

8. In 2003, funding requests to support implementation of the approved refrigeration sector plan in Turkey, the terminal CFC phase-out/management plan for the Bahamas, and National CFC Phase-out Plans in the Philippines, Malaysia and Thailand, will be submitted for the ExCom's consideration. An additional National CFC Phase-out Plan for Ecuador is expected to be ready for submission in 2003.

9. The 2003 Work Program includes funding a request to extend the support for implementation of the existing institutional strengthening project for Tunisia. Four additional funding requests to support similar activities in Ecuador, Jordan, Thailand, and Turkey, will be made during the course of the year 2003 via work program amendments.

10. The breakdown of project preparation funds to support investment and non-investment activities in each client country is shown in Tables 1 and 2.

10. To carry out investment activities included in the proposed 2003 Work Program, the Bank requires additional project preparation funds of US\$ 188,125, excluding project preparation funds for the CTC process agents plan (Phase II) and the CFC production closure project in Venezuela. The breakdown of project preparation requests to be made at the 39<sup>th</sup> Meeting of the ExCom is shown in Table 1. Table 2 provides a brief description of the World Bank's request for renewal of the existing institutional strengthening project in Tunisia.

**Table 1: Project Preparation Requests by Country**

Investment Activities

<b>Country</b>	<b>Funding Request (US\$)</b>	<b>Duration</b>	<b>Description</b>	<b>Justification</b>
Antigua and Barbuda	15,000	March 2003 – September 2004	To prepare a national CFC phase-out plan which will cover mainly CFC consumption in the service sector.	To enable Antigua and Barbuda to develop and implement a long-term policy and necessary activities to achieve complete phase-out by 2010. Preparation activities will not be limited to CFC consumption in the

Country	Funding Request (US\$)	Duration	Description	Justification
				refrigeration sector. Effort will be made to carry out a comprehensive survey to ensure that all remaining CFC consumption in all sectors, if any, will be captured and properly addressed in the plan. Therefore, a sufficient amount of project preparation is required to enable the Government to include participation of all relevant stakeholders in the process of the development of this plan.
Argentina	10,000	March – December 2003	To prepare one investment project in the aerosol filling industry.	Based on the Secretariat's analysis, Argentina is categorized as a country that may still require further assistance to achieve the 85% phase-out target in 2007. Activities to result in additional phase-out of 1,590 ODP tons are still required in order to meet the 85% reduction target. Given the large amount of CFC to be phased out in order to meet the reduction target, it is important that CFC consuming enterprises that are ready to eliminate their CFC consumption, should be assisted by the MLF as soon as possible, including those in the MDI sector. The activity proposed for the aerosol sector is for the enterprise whose CFC consumption has already been identified.
Chile	40,000	March – December 2003	To prepare a halon phase-out plan.	This project will enable Chile to ban import of halons.
Philippines	50,000	March 2003 – September 2004	To prepare a methyl bromide phase-out plan.	To assist the Government of the Philippines to comply with the reporting requirements of the Montreal Protocol with regard to methyl bromide consumption for QPS and non-QPS applications, and to assist the Philippines to

Country	Funding Request (US\$)	Duration	Description	Justification
				comply and sustain the 20% consumption reduction in 2005.
Vietnam	60,000	March 2003 – September 2004	To develop a National CFC Phase out Plan for submission in 2004. This activity will cover CFC phase out mainly in the service sector, and any residual use of CFC in the manufacturing sector.	The Secretariat's analysis categorizes Vietnam as a country that may still require further assistance to meet the 85% reduction target in 2007.  This activity will provide a detailed action plan for Vietnam to achieve its complete phase-out in 2010 with funding to be given in tranches. The detailed sector consumption will be part of the output of this activity.
Sub-total	175,000			
Support Cost	13,125			
<b>Total Request</b>	<b>188,125</b>			

Table 2: Non-investment Activities

Country	Request (US\$)	Duration	Description
Tunisia	242,710	January 2003 – December 2004	Renewal of the Tunisia Institutional Strengthening Project. The funding request includes a 30% increase, which is in line with Decision 35/57.
Sub-total	242,710		
Support Cost	18,203		
<b>Total</b>	<b>260,913</b>		